

Arrêt

n° 334 505 du 16 octobre 2025
dans l'affaire X / X

En cause : X

ayant élu domicile : au cabinet de Maître J. DIBI
Place Maurice Van Meenen 14/6
1060 BRUXELLES

contre :

la Commissaire générale aux réfugiés et aux apatrides

LA PRÉSIDENTE F.F. DE LA X^{ème} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 28 mai 2025 par X, qui déclare être de nationalité congolaise (R.D.C.), contre la décision de la Commissaire adjointe aux réfugiés et aux apatrides (ci-après dénommée « la partie défenderesse »), prise le 28 avril 2025.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée la « loi du 15 décembre 1980 »).

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 10 juillet 2025 convoquant les parties à l'audience du 22 août 2025.

Entendu, en son rapport, M. BOUZAIANE, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en ses observations, la partie requérante assistée par Me V. MEESSEN loco Me J. DIBI, avocat.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. L'acte attaqué

Le recours est dirigé contre une décision de « refus du statut de réfugié et refus du statut de protection subsidiaire », prise par la partie défenderesse, qui est motivée comme suit :

« A. Faits invoqués

« [...]Selon vos dernières déclarations, vous êtes de nationalité congolaise (République démocratique du Congo), d'origine ethnique muluba et muyanzi. Vous êtes de religion chrétienne, évangéliste.

A l'appui de votre demande de protection internationale, vous invoquez les faits suivants.

En mars 2020, vous commencez à présenter une émission «[R. à K.]» diffusé sur [C.T.], dans laquelle vous dénonciez les problèmes que la population congolaise rencontre à Kinshasa.

Le 20 février 2023, vous êtes victime d'une agression par des inconnus après l'une de vos émissions.

Le 22 octobre 2023, vous arrivez en Belgique pour faire des études de journalisme. Au mois de mars 2024, vous retournez au Congo volontairement et reprenez votre émission « [R. à K.]».

A partir du 8 avril 2024, vous êtes appelé à plusieurs reprises par des inconnus. Lors de ces appels, vous êtes menacé et accusé d'être contre le pouvoir. Ces personnes vous rappellent à plusieurs reprises.

Le 13 avril 2024, vous quittez le Congo légalement en avion et arrivez le lendemain en Belgique.

En juillet 2024, après votre arrivée en Belgique, vous apprenez que votre famille a également été menacée.

Le 26 août 2024, vous introduisez votre demande de protection internationale.

Vous déposez plusieurs documents à l'appui de votre demande de protection internationale [...] ».

B. Motivation

Relevons tout d'abord que le Commissariat général estime, au vu de l'ensemble des éléments de votre dossier administratif, que certains besoins procéduraux spéciaux peuvent être retenus en ce qui vous concerne. En effet, vous avez demandé à être accompagné d'une personne de confiance lors de votre entretien personnel. Celle-ci a pu vous assister pendant toute la durée de votre entretien personnel (NEP p.1 et dossier administratif). Par conséquent, il peut être raisonnablement considéré, dans les circonstances présentes, que vos droits sont respectés dans le cadre de votre procédure de demande de protection internationale et que vous pouvez remplir les obligations qui vous incombent.

Le Commissariat général tient pour établis les éléments suivants :

- *Votre identité (voir : passeport : farde « Documents » n°1).*
- *Vos études de journalisme au Congo (voir : attestation de réussite de l'institut facultaire des sciences de l'information et de la communication en date du 21 mars 2023, des photos de vous lors de votre remise de diplôme, farde « Documents » n°7) et de vos études en Belgique (voir carte d'étudiant IHECS année 2023/2024, attestation de fréquentation de IHECS en date d'octobre 2023, formulaire de demande de visa pour les étudiants de IHECS et une carte de séjour belge délivrée le 10 janvier 2024, valable jusqu'au 31 octobre 2024 (farde « Documents » n°7 et 8).*
- *Votre profil de présentateur de l'émission « R. à K. » (voir : contrat de travail, photos durant vos émissions, carte de presse, vidéos de l'émission « R.à K.» et extraits de l'émission (farde « Documents n°3,4 et 6).*
- *Votre profil de pasteur pour une église évangéliste (voir : attestation de l'église Evangélique G.T.M en date de janvier 2025, photos d'activités de vous à l'église, plusieurs vidéos de vous en train de faire des sermons et des baptêmes farde « Documents » n°4,5 et 6).*

*En cas de retour au Congo, vous craignez pour votre vie car en raison de votre travail de journaliste dans l'émission « R.K. » vous avez été agressé et menacé (Questionnaire CGRA et NEP p.6 à 9). **Il ressort, toutefois, de l'analyse de votre récit qu'un certain nombre d'éléments empêchent d'accorder foi à vos assertions, et ce, pour les raisons suivantes.***

1. Votre comportement n'est pas compatible avec celui d'une personne éprouvant une crainte fondée en cas de retour dans son pays d'origine.

- *Après votre agression en février 2023, vous arrivez en Belgique en octobre 2023, mais n'introduisez aucune demande de protection internationale et retournez volontairement au Congo en mars 2024 (NEP p.6 à 10 et questionnaire CGRA).*
- *Vous arguez rencontrer des problèmes car votre émission dérange les autorités (NEP p.30), relevons cependant que vous avez quitté le Congo de manière légale le 14 avril 2024 (NEP p.19). En effet, il ressort de vos déclarations et des documents versés à votre dossier, que vous avez voyagé avec un passeport à votre nom (farde « Document » n°1). Vous vous êtes donc volontairement présenté auprès de vos autorités nationales, or ce comportement n'est pas compatible avec celui d'une personne qui craint ses autorités.*

-Vous arrivez en Belgique le 13 avril 2024, et ce n'est seulement qu'après plus de quatre mois, le 26 août 2024, que vous introduisez une demande de protection internationale (NEP p.6 et 16 et farde « Documents » n°1). Interrogé à ce sujet, vous expliquez que lorsque vous êtes arrivé en Belgique il n'y avait plus de menace et que c'est seulement en juillet 2024, lorsque vous avez appris que votre famille recevait également ces appels, que vous avez décidé d'introduire une demande (NEP p. 20). Toutefois, soulignons que vous déclarez que c'est suite à ces menaces que vous avez quitté le Congo (NEP p.9) et que vous avez encore attendu un mois après avoir appris que votre famille était également menacée pour entamer une procédure d'asile (NEP p.20). Ainsi, vos déclarations ne permettent pas de justifier que vous ayez attendu plus de quatre mois avant d'introduire une demande de protection internationale.

2. Les seuls documents que vous déposez concernant vos problèmes, n'ont pas une force probante suffisante pour les raisons suivantes.

-Concernant les documents que vous déposez pour appuyer vos problèmes, vous versez plusieurs photos où l'on peut voir que vous avez été blessé à la tête (farde « Documents » n°2), néanmoins, rien ne permet de déterminer dans quelles circonstances vous auriez été blessé. Vous versez également une attestation de coups et blessures reprenant le fait que vous avez été agressé (Ibid.). Toutefois, relevons certaines incohérences dans celle-ci. Tout d'abord, le cachet mis en bas de la page est pré-imprimé. De plus, le cachet indique qu'il a été fait par un laboratoire d'analyse médicale et non un hôpital comme vous l'avez expliqué (NEP p.6). Il est indiqué dans l'attestation que vous déposez, que vous avez été attaqué par une arme blanche, or, vous arguez avoir été agressé par une pierre lors de votre entretien personnel (NEP p.28). Il ressort également des informations objectives mises à disposition du Commissariat général que l'authentification des documents officiels est très difficile et est sujette à caution, en République démocratique du Congo, en raison de la corruption généralisée. Ainsi, les documents médicaux, tels qu'un certificat médical émanant d'un organisme de santé sont cités comme pouvant être obtenus contre paiement via des fonctionnaires corrompus (farde « Informations sur le pays » n°1, COI Focus – RDC : Informations sur la corruption et la fiabilité des documents officiels du 15 juin 2022). Dès lors, cette attestation ne permet pas d'établir dans quel contexte vous auriez été blessé à la tête.

- Vous ne déposez aucune autre preuve afin d'étayer les menaces dont vous auriez été victime. En effet, vous expliquez que vous avez rencontré à nouveau des problèmes en raison de l'émission que vous avez repris à votre retour de Belgique (NEP p.6 à 9), toutefois, vous ne déposez aucune preuve permettant de démontrer jusqu'à quand votre émission aurait été diffusée au Congo. Vous ne déposez également aucun document permettant de prouver ces appels anonymes que vous et votre famille auriez reçus (NEP p.6 à 9).

- Relevons que si votre avocate a déposé plusieurs documents au sujet de la situation des journalistes au Congo (farde « Documents » n°9 et voir courrier du 6 février 2025), ces articles sont à portée générale et votre nom n'est pas cité dans ceux-ci. Relevons en outre qu'il ressort des informations objectives jointes au dossier administratif que la chaîne pour laquelle vous avez travaillé, « C.T. », partage sur sa page Facebook des publications en faveur du président congolais Félix Tshisekedi (farde « Informations » n°3). Dès lors, il n'est pas cohérent que vous puissiez être ciblé par vos autorités et que votre émission puisse être perçue comme subversive par les autorités (NEP p.33). Ce constat est également appuyé par le fait qu'on vous a laissé continuer votre émission (NEP p.23).

3. Vos propos lacunaires et évolutifs concernant les problèmes que vous avez rencontrés ne permettent pas de les établir comme explicité ci-dessous.

- Vos propos sont fluctuants concernant la raison de cette agression et les appels anonymes que vous receviez. En effet, au début de votre entretien vous expliquez ne pas savoir qui s'en est pris à vous (NEP p.10). Puis, par la suite vous expliquez suspecter votre chef, parce qu'il ne vous a pas protégé (NEP p.29). Soulignons également qu'il n'est pas cohérent que votre patron s'en prenne à vous.

En effet, interrogé sur les raisons pour lesquels vous pensez que votre patron était derrière cela, vous invoquez uniquement le fait qu'il avait la possibilité de retrouver les personnes qui vous ont agressé, mais qu'il ne l'a pas fait (NEP p.30). De plus, il n'est pas cohérent que votre patron vous laisse continuer votre émission au lieu de vous licencier s'il était en désaccord avec celle-ci. Confronté à cela, vous arguez que s'il vous mettait à la porte et arrêta l'émission, votre patron aurait été décrédibilisé (NEP p.27 et 28). Toutefois, ces déclarations ne permettent pas d'expliquer pour quelle raison votre patron chercherait à vous tuer au lieu de rompre simplement votre contrat.

- Vous êtes dans l'incapacité de dire combien de fois les menaces téléphoniques ont eu lieu (NEP p.31), vous expliquez qu'ils ont lieu « tout le temps » (Ibid.). Invité à spécifier vos déclarations, vous expliquez qu'il

pouvait y avoir plus de dix appels, parfois chaque heure et que cela s'est arrêté lorsque vous êtes arrivé en Belgique (NEP p.32). A nouveau, questionné sur les raisons pour lesquelles vous étiez menacé, vous êtes vague, vous expliquez qu'ils cherchaient à vous tuer, que leur objectif était de vous éliminer parce que vous étiez proche du régime de Kabila (NEP p.32). Dès lors, vous ne parvenez pas à établir les menaces que vous avez reçu par téléphone.

- Il n'est pas cohérent que vous soyez le seul de votre émission à être menacé et qu'aucun de vos collaborateurs, n'a rencontré de problème (NEP p.27). Confronté à cela, vous expliquez que c'est parce que les autres personnes qui travaillaient avec vous n'étaient pas visibles lors de l'émission (Ibid.). Toutefois, si votre émission était si problématique, au point où vous rencontriez des problèmes, il n'est pas cohérent que vous soyez le seul à être agressé et menacé comme vous l'alléguiez.

4. Vous ne démontrez pas pour quelle raison on s'en prendrait à vous à cause de vos émissions.

- Si vous arguez que c'est en raison de ce que vous dénonciez que vous auriez été agressé et menacé au téléphone (NEP p.6 à 10), il ressort de votre entretien, que vous ne déclariez rien de subversif et inédit au Congo. En effet, vous expliquez dénoncer notamment : la hausse des prix, le manque de nourriture, les problèmes de courant et de transports (NEP p.24). Or, ces difficultés ne sont pas nouvelles au Congo, et il s'agit de faits connus de tous depuis plusieurs années. Confronté à cela, vous expliquez que c'était différent parce que vous êtes pasteur et que vous étiez tenu à dire la vérité. Relancé à nouveau afin de comprendre ce qui vous différenciait des autres personnes ayant fait des déclarations similaires, vous vous contentez de déclarer que vous alliez sur le terrain recueillir les informations à l'inverse de celles-ci (NEP p.33).

- Vous déposez une clé USB avec quatre de vos émissions et des extraits de celles-ci (farde « Documents » n°6). Il ressort bien de ces émissions que vous parliez de la hausse des prix, des problèmes de transports, de taux de change, d'électricité et de l'insécurité au Congo et que vous demandiez simplement aux autorités de venir en aide à la population.

- Rappelons qu'il n'est pas plausible que votre émission puisse être perçue comme subversive dans la mesure où la chaîne pour laquelle vous avez travaillé, « C.T. » soutient dans les réseaux sociaux Félix Tshisekedi (farde « Informations » n°3).

Le Commissariat général considère que l'ensemble des éléments relevés ci-dessus constituent un faisceau d'éléments convergents qui, pris ensemble, sont déterminants et l'empêchent de croire au récit d'asile que vous produisez pour vous voir octroyer une protection internationale. Partant, les craintes que vous invoquez, directement liées audit récit, sont considérées comme sans fondement.

C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers [...].

2. L'absence de la partie défenderesse à l'audience

Dans un courriel du 5 août 2025, la partie défenderesse a averti le Conseil qu'elle « [...] ne comparaitrai[t] pas, ni ne serai[t] représentée à [l']audience[...] ».

En l'espèce, l'article 39/59, § 2, de la loi du 15 décembre 1980 dispose comme suit : « *Toutes les parties comparaissent ou sont représentées à l'audience. Lorsque la partie requérante ne comparaît pas, ni n'est représentée, la requête est rejetée. Les autres parties qui ne comparaissent ni ne sont représentées sont censées acquiescer à la demande ou au recours. [...]* ».

Cette disposition ne contraint pas le juge, qui constate le défaut de la partie défenderesse à l'audience, à accueillir toute demande ou tout recours (en ce sens : C.E., arrêt n° 212.095 du 17 mars 2011). L'acquiescement présumé dans le chef de la partie concernée ne suffit en effet pas à établir le bien-fondé même de la demande de protection internationale du requérant. Il ne saurait pas davantage lier le Conseil dans l'exercice de la compétence de pleine juridiction que lui confère à cet égard l'article 39/2, § 1er, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980. Il en résulte que, comme tel, le refus de la partie défenderesse de comparaître à l'audience ne peut être sanctionné par le Conseil, auquel il incombe de se prononcer sur le

bien-fondé de la demande de protection internationale du requérant, en se basant à cet effet sur tous les éléments du dossier communiqués par les parties.

Il n'en demeure pas moins que la nature essentiellement écrite de la procédure devant le Conseil, établie par l'article 39/60 de la loi du 15 décembre 1980, ne dispense pas la partie défenderesse de comparaître à l'audience, au cours de laquelle elle pourrait notamment être amenée à répliquer aux éléments nouveaux invoqués par le requérant conformément à l'article 39/76, § 1er, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980. Dans la mesure où ce refus de comparaître empêcherait le Conseil, qui ne dispose d'aucun pouvoir d'instruction, de se prononcer sur ces éléments nouveaux, le Conseil n'aurait alors d'autre choix que d'ordonner à la partie défenderesse d'examiner ces éléments nouveaux.

3. Le cadre juridique de l'examen du recours

3.1. Dans le cadre d'un recours en plein contentieux, le Conseil jouit, en vertu de l'article 39/2, § 1er, de la loi du 15 décembre 1980, d'une compétence de pleine juridiction, ce qui signifie qu'il « soumet le litige dans son ensemble à un nouvel examen et qu'il se prononce, en tant que juge administratif, en dernière instance sur le fond du litige, ayant la compétence de réformer ou de confirmer les décisions du Commissaire général [...], quel que soit le motif sur lequel le Commissaire général [...] s'est appuyé pour parvenir à la décision contestée. [...]». Ainsi, le Conseil peut, soit confirmer sur les mêmes ou sur d'autres bases une décision prise par le Commissaire général [...] soit la réformer ou — si par exemple, il manque des éléments essentiels qui impliquent que le Conseil ne peut pas confirmer ou réformer la décision confirmée sans devoir ordonner des mesures d'instruction complémentaires à cette fin — l'annuler » (Projet de loi réformant le Conseil d'État et créant un Conseil du Contentieux des étrangers, Exposé des motifs, Doc. parl., Ch. repr., sess. ord. 2005-2006, n° 2479/001, p. 95).

3.2. Le Conseil est la seule juridiction compétente pour connaître des recours contre les décisions prises par la partie défenderesse en application de la directive 2011/95/UE du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 13 décembre 2011 concernant les normes relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, à un statut uniforme pour les réfugiés ou les personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire, et au contenu de cette protection (refonte) (ci-après dénommée la « directive 2011/95/UE »). À ce titre, il doit exercer sa compétence de manière à satisfaire à l'obligation d'offrir un « recours effectif devant une juridiction » au sens de l'article 46 de la directive 2013/32/UE du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 26 juin 2013 relative à des procédures communes pour l'octroi et le retrait de la protection internationale (refonte) (ci-après dénommée la « directive 2013/32/UE »).

À cet égard, l'article 46, § 3, de cette directive impose aux États membres de veiller « à ce qu'un recours effectif prévoie un examen complet et *ex nunc* tant des faits que des points d'ordre juridique, y compris, le cas échéant, un examen des besoins de protection internationale en vertu de la directive 2011/95/UE ». Certes, cette disposition n'est pas transposée dans ces termes dans la législation belge, mais il convient de rappeler que lorsqu'elles appliquent le droit interne et, notamment, les dispositions d'une réglementation spécifiquement adoptée aux fins de mettre en œuvre les exigences d'une directive, les juridictions nationales sont tenues d'interpréter le droit national dans toute la mesure du possible à la lumière du texte et de la finalité de la directive en cause pour atteindre le résultat visé par celle-ci et, partant, de se conformer à l'article 288, troisième alinéa, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (ci-après dénommé le « TFUE ») (CJUE, affaires jointes C-397/01 à C-403/01, Pfeiffer e. a. du 5 octobre 2004, § 113).

3.3. Il s'ensuit que lorsqu'il procède à l'examen d'un recours introduit sur la base de l'article 39/2, § 1er, de la loi du 15 décembre 1980, le Conseil est tenu d'interpréter la loi de manière à se conformer aux exigences d'un examen complet et *ex nunc* découlant de l'article 46, § 3, de la directive 2013/32/UE.

4. Les éléments nouveaux

4.1. Le requérant soumet, par le biais de la requête, des documents inventoriés comme suit :

« 1. *Décision entreprise* ;

2. *Désignation BAJ* ;

3. *Note de réaction rédigée par la personne de confiance*;

4. *Preuve de l'envoi de la note de réaction au CGRA*;

5. *Témoignage de la personne de confiance, dd. 23 mai 2025* ».

4.2. Par le biais d'une note complémentaire datée du 13 août 2025 (v. dossier de la procédure, pièce n°7), le requérant a soumis les documents présentés comme suit :

- « 1. Edition du journal "Hexagone" du 15 avril 2024;
- 2. Plainte déposée par l'oncle du requérant le 26 mai 2025 ».

4.3. Le Conseil relève que le dépôt des pièces susmentionnées - à l'exception de celles déjà versées au dossier administratif, lesquelles sont prises en compte en tant que pièces de ce dernier - satisfait aux conditions prévues à l'article 39/76 de la loi du 15 décembre 1980. Ces éléments sont dès lors dûment pris en considération.

5. L'appréciation du Conseil

5.1. En substance, le requérant déclare craindre d'être retrouvé, agressé, emprisonné ou tué par des individus ou milieux liés au pouvoir congolais, en raison de ses opinions politiques perçues comme subversives, exprimées dans le cadre de son travail de journaliste et de pasteur évangéliste (v. requête, page 3).

5.2. La partie défenderesse tient pour établis les éléments suivants :

- l'identité du requérant ;
- son parcours académique et professionnel ;
- sa qualité de pasteur au sein d'une église évangélique.

Toutefois, elle refuse d'accorder foi aux craintes qu'il invoque notamment pour les raisons ci-après :

- le comportement du requérant n'apparaît pas compatible avec celui d'une personne qui éprouve une crainte ;
- les déclarations du requérant sont fluctuantes et imprécises. Il change de version concernant l'instigateur de l'agression qu'il affirme avoir subie. D'abord, il dit ne pas savoir qui l'a attaqué, puis il dit qu'il soupçonne son chef en raison de son inaction. Cette explication s'avère peu cohérente, d'autant plus que le requérant a continué à présenter son émission, ce qui contredit l'idée d'un conflit avec son employeur ;
- le requérant n'apporte aucun élément plausible permettant d'établir pour quelle raison il serait personnellement pris pour cible en raison des propos tenus dans ses émissions. Celles-ci ne répandaient aucun message subversif ni ne révélaient d'informations inédites en République démocratique du Congo (ci-après dénommée "RDC").

S'il a déposé une clé USB qui contient quatre de ses émissions ainsi que des extraits de celles-ci, l'examen de ce contenu montre qu'il y parlait principalement de la hausse des prix, des problèmes de transport, du taux de change, des coupures d'électricité et de l'insécurité en RDC, en se limitant à inviter les autorités à y remédier ;

- de plus, la chaîne pour laquelle le requérant a travaillé manifeste un soutien au président congolais Félix Tshisekedi sur les réseaux sociaux ;
- par ailleurs, il est peu crédible que seul le requérant ait été menacé, alors qu'il faisait partie d'une équipe;
- enfin, ses déclarations relatives aux circonstances de l'agression et aux menaces qu'il affirme avoir subies apparaissent imprécises, incohérentes et, à certains égards, invraisemblables.

5.3. Dans sa requête, le requérant fait valoir, entre autres, les arguments ci-dessous :

- « [...] la partie défenderesse a injustement sous-estimé la singularité [de son profil] [...]. [II] n'était pas un simple présentateur mais un pasteur médiatique, dont la posture éthique et religieuse contredisait l'agenda implicite de la chaîne. C'est précisément cette indépendance morale, ancrée dans sa foi, qui a été perçue comme une menace au sein d'un système de communication en faveur du pouvoir. [...] » (v. requête, page 4).

• « [...] son rôle ne se limitait nullement à énumérer des faits sociaux connus, comme la hausse des prix ou les coupures d'électricité. [Il] était profondément engagé dans sa mission d'animateur, qu'il vivait comme un devoir spirituel et moral. Il s'était investi d'une "mission sacrée", celle de rétablir la vérité, dénoncer les mensonges propagés dans les médias pro-gouvernementaux, et donner une voix aux citoyens invisibilisés de Kinshasa en tant que "serviteur de Dieu". Il ne se contentait pas de relater des problèmes ; il les incarnait, les dénonçait frontalement, en se rendant sur le terrain pour interroger la population et porter ses revendications à l'écran [...] » (v. requête, page 19).

5.4. Pour sa part, après un examen attentif du dossier administratif et des pièces de la procédure, le Conseil considère qu'il ne détient pas, au stade actuel de la procédure, tous les éléments nécessaires afin de statuer en toute connaissance de cause.

Il relève en particulier que par le biais de la note complémentaire adressée au Conseil le 13 août 2025 (v. dossier de la procédure, pièce 7), le requérant a communiqué les deux documents suivants :

- un article de presse le concernant intitulé « Le journaliste [T.K.C.] traqué par le pouvoir congolais, est introuvable ».

- une plainte adressée par son oncle au « Procureur de la République près le Tribunal de Kinshasa/Ndjili ».

Compte tenu de l'importance de tels documents pour l'appréciation de la demande, le Conseil estime qu'il y a lieu de faire preuve d'une particulière circonspection, en procédant à une vérification rigoureuse tant de la fiabilité des informations qu'ils contiennent que de leur authenticité.

Cette prudence s'impose avec d'autant plus de rigueur que le requérant reproche à la partie défenderesse d'avoir « injustement sous-estimé la singularité [de son profil] » et d'avoir été déstabilisé lors de son audition auprès de la partie défenderesse. À cet égard, il se réfère à une pièce jointe à la requête (pièce n° 4, courrier daté du 23 mai 2025), rédigée par la personne de confiance qui l'a assistée au cours de ladite audition. Celle-ci y indique avoir été « [...] très étonnée par la manière dont cette audition s'est déroulée » et avoir constaté que cette audition avait « totalement déstabilisé [le requérant] dès le début [...] ».

Selon ce courrier « [...] L'OP voulait que [le requérant] explique ses craintes de façon résumée (comme dans le cadre de l'interview à l'OE). Or [le requérant], sachant qu'au CGRA il était censé expliquer son histoire de la façon la plus détaillée possible, a voulu expliquer ses craintes en détails. Il a donc été constamment coupé par l'OP qui insistait pour avoir des explications brèves et cela l'a totalement perturbé car il ne savait plus comment répondre aux questions. Il hésitait, en effet, entre donner des détails puisqu'il était au CGRA et expliquer les raisons des craintes invoquées en résumé comme sollicité par l'OP. Ce début d'interview l'a déstabilisé pour l'entièreté de celle-ci.

J'ai, par ailleurs, été très surprise que l'OP ne pose aucune question sur la fonction de pasteur [du requérant] qui a pourtant très souvent mentionné cela comme le moteur de son engagement en tant que journaliste qui dénonce les problématiques rencontrées par la population au Congo. A aucun moment l'OP n'a creusé ce point qui est pourtant essentiel dans son histoire. J'ai donc constaté que l'OP n'avait pas essayé de comprendre en profondeur les craintes [du requérant]. Son ancienne avocate, avec qui j'ai eu l'occasion d'échanger après l'interview, m'avait fait part du même constat. La lecture des notes de l'interview a confirmé ce que j'avais observé durant celle-ci et j'ai, en outre, été très étonnée de voir que la note écrite que j'avais transmise au CGRA après l'interview (comme convenu avec l'OP) n'avait aucunement été prise en compte dans la décision rendue [...] ».

Eu égard à ce qui précède, le Conseil estime qu'en l'état actuel de l'instruction, telle qu'effectuée par la partie défenderesse, les éléments du dossier apparaissent insuffisamment instruits et incomplets, ce qui ne lui permet pas de se prononcer en toute connaissance de cause sur le bien-fondé des arguments avancés par les parties.

5.5. Partant, le Conseil ne peut conclure à la confirmation ou à la réformation de la décision attaquée sans qu'il soit procédé à des mesures d'instruction complémentaires portant sur des éléments essentiels de la présente demande de protection internationale. Toutefois, le Conseil n'a pas la compétence pour procéder lui-même à ces mesures d'instruction (voir l'exposé des motifs de la loi réformant le Conseil d'État et créant le Conseil du contentieux des étrangers, exposé des motifs, *doc.parl.*, ch.repr., sess.ord. 2005-2006, n° 2479/001, pp. 95 et 96).

Ces mesures d'instruction complémentaires devront au minimum porter sur les éléments exposés dans le présent arrêt, étant entendu qu'il appartient aux deux parties de mettre en œuvre tous les moyens utiles afin de contribuer à l'établissement des faits et à la bonne instruction de la demande

5.6. En conséquence, conformément aux articles 39/2, § 1^{er}, alinéa 2, 2°, et 39/76, § 2, de la loi du 15 décembre 1980, il y a lieu d'annuler la décision attaquée et de renvoyer l'affaire à la partie défenderesse.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ÉTRANGERS DÉCIDE :

Article 1^{er}

La décision rendue le 28 avril 2025 par la Commissaire adjointe aux réfugiés et aux apatrides est annulée.

Article 2

L'affaire est renvoyée à la Commissaire générale aux réfugiés et aux apatrides.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le seize octobre deux mille vingt-cinq par :

M. BOUZAIA NE, présidente f.f., juge au contentieux des étrangers,

L. BEN AYAD, greffier.

Le greffier,

La présidente,

L. BEN AYAD

M. BOUZAIA NE